

N° 9 / 2008

Les mille sources de la Colère

NOVEMBRE 2008

Des sous ...

En cette période de crise financière qui va sans doute servir encore une fois de prétexte à un discours de rigueur déjà prêt, les informations se percutent avec une ironie grinçante. C'est ainsi que l'on vient d'apprendre que 7 000 foyers fiscaux qui avaient déclaré plus de 100 000 € de revenus en 2007 n'ont pas payé le moindre centime d'impôt, le tout dans la plus grande légalité. Il y a un an tout juste, Fillon déclarait que l'Etat était en situation de faillite. Depuis, il s'est assis sur 15 milliards de recettes fiscales en faisant cadeau du bouclier fiscal aux plus riches. Plus récemment, il a trouvé 40 milliards pour recapitaliser les banques. Dans le même temps la chasse aux pauvres a été lancée (Rmistes fraudeurs, faux chômeurs, etc).

Le 1^{er} octobre, le salaire des fonctionnaires a augmenté de 0.3%, soit 5€ par mois en moyenne... cherchez l'erreur.

... des mains ?

Les suppressions ne vont pas tarder à être annoncées, elles seront ensuite déclinées localement. L'exercice est malheureusement devenu annuel : quels que soient les arbitrages prévus, ce sera dans des services exsangues que les emplois seront prélevés. Il n'est pas besoin d'être devin pour en prédire les conséquences : abandon de missions et détérioration de nos conditions de travail.

Ces suppressions d'emplois ne sont pas plus inéluctables que tous les projets qui sont restés dans les cartons de nos gouvernants suite à nos mobilisations : à nous de les arrêter.

Des sous-main !!!

Le 7 octobre dernier, à l'occasion de la journée mondiale pour un travail décent, la quasi-totalité des agents du département ont rendu leur sous-

main à la gloire de PVFI. Ils ont été remis à la directrice une semaine plus tard au cours d'une CAPL.

Sa réaction fût édifiante : elle ne comprend toujours pas le caractère provocant et insultant de son initiative dans le contexte actuel de tensions exacerbées dans les services. Pire, elle se propose de récidiver en distribuant d'autres bidules sur d'autres thèmes.

Aujourd'hui les agents n'attendent qu'une chose : qu'on leur donne les moyens d'assumer leurs missions dans des conditions acceptables et qu'on les rémunère de manière décente. Bien crédules sont ceux qui pensent le leur faire oublier en multipliant les actions de communication à deux centimes d'euros ...

Le contrôle fiscal se déplace à Ussel

Comment tenter de compenser le désert créé par l'implantation du pôle ICE à Brive ? Réponse : en organisant des transports collectifs sur les sites abandonnés, sensés nous faire oublier les effectifs supprimés ! (la direction organise en grandes pompes une réunion sur le contrôle fiscal à Ussel le 18 novembre).

Rappelons en quelques mots la brillante idée de notre Direction : pour mutualiser, il vaut mieux se regrouper en « pôle » quitte à s'éloigner des sources (les SIE) d'information !

Quand elle a été interpellée en CTPD par le SNADGI-CGT sur le sujet, la Directrice a convenu du risque de désertification et a donc aussitôt décidé de planifier des déplacements des agents du pôle vers les sites délaissés (Ussel et bientôt Tulle).

Rappelons aussi, qu'Ussel est, depuis plusieurs années déjà, le cadre privilégié des expérimentations en tout genre de notre Direction. Ces visites ne sont pas anodines, le 1^{er} SIP de la Corrèze devant être créé à Ussel au 1^{er} septembre 2009 ! Caressons donc les ussellois dans le sens du poil car ils vont encore bientôt essayer les plâtres !

GIPA : l'aveu de l'arnaque

En créant la « garantie individuelle du pouvoir d'achat » ou GIPA pour les initiés, le gouvernement reconnaît implicitement ce que nous disons tout haut depuis longtemps : à échelon constant, le pouvoir d'achat baisse inexorablement !

Quelles seront les conséquences concrètes de la mise en œuvre de la GIPA : pour certains et les plus nombreux, il va s'agir de quelques euros, voire de centimes d'euros, et le timbre du courrier adressé aux heureux bénéficiaires, notamment les retraités de fraîche date, coûtera plus cher ! Quel bel effort !

Encore une réforme de la notation en vue

Un nouveau dispositif est en train d'être élaboré par un groupe de travail, piloté par le ministère et les syndicats signataires de l'accord salarial 2008, donc à l'exclusion de la CGT.

Ce protocole prévoit le remplacement de la procédure d'évaluation notation par la mise en place d'un entretien professionnel, qui en l'absence de note, serait le seul critère pour l'attribution, non plus d'1 à 3 mois d'ancienneté, mais d'un bonus indemnitaire, non automatiquement reconductible l'année suivante bien évidemment !

La valeur de l'agent serait estimée à l'aulne de ses connaissances professionnelles (sur quelle base en ces temps de polyvalence, de réformes tous azimuts et de mobilité des parcours professionnels ?), de ses compétences personnelles et de sa manière de servir, c'est à

dire son implication personnelle. Ceux et celles qui ont une vie après le travail apprécieront et ceux qui auront encore le courage de faire grève aussi !

Autant dire, qu'une fois de plus, c'est l'individualisation à outrance qui domine et c'est la concurrence entre les agents qui sera exacerbée. Qui a dit « il faut diviser pour mieux régner » ?

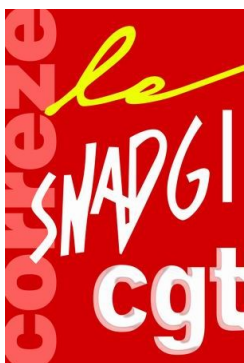
Pendant la crise, les travaux continuent

Nous avons déjà dénoncé l'obstination de la direction à continuer les travaux à Tulle alors que la réforme CDI/CDIF est reportée aux calendes grecques. Alors qu'ils touchent à leur fin, nous ne pouvons qu'être confortés dans notre position. Quel bénéfice pour les agents ? sans doute aucun. Les travaux ont été pensés à minima (on déplace les cloisons et on passe un coup de peinture pour faire propre). Pas le moindre centime n'a été investi dans l'amélioration des conditions de travail, les agents sont donc condamnés une fois de plus à travailler dans des conditions déplorables, au milieu des câbles informatiques et dans des locaux inadaptés.

Les agents ne doivent pas supporter cette situation au motif que la cité a des coûts de fonctionnement exorbitants. A la demande de la CGT, le préfet ouvre une partie des instances de décision de la cité aux organisations syndicales. C'est un début encourageant même si la situation actuelle nous prouve que nous ne gagnerons rien sans la pression et la mobilisation de tous.



Bulletin d'adhésion



Nom : _____ Prénom : _____

Date de naissance : ___ / ___ / _____ N° DGI : _____

Catégorie : _____ Grade : _____ Echelon : _____ Tps partiel : _____

Résidence administrative : _____ Structure : _____